



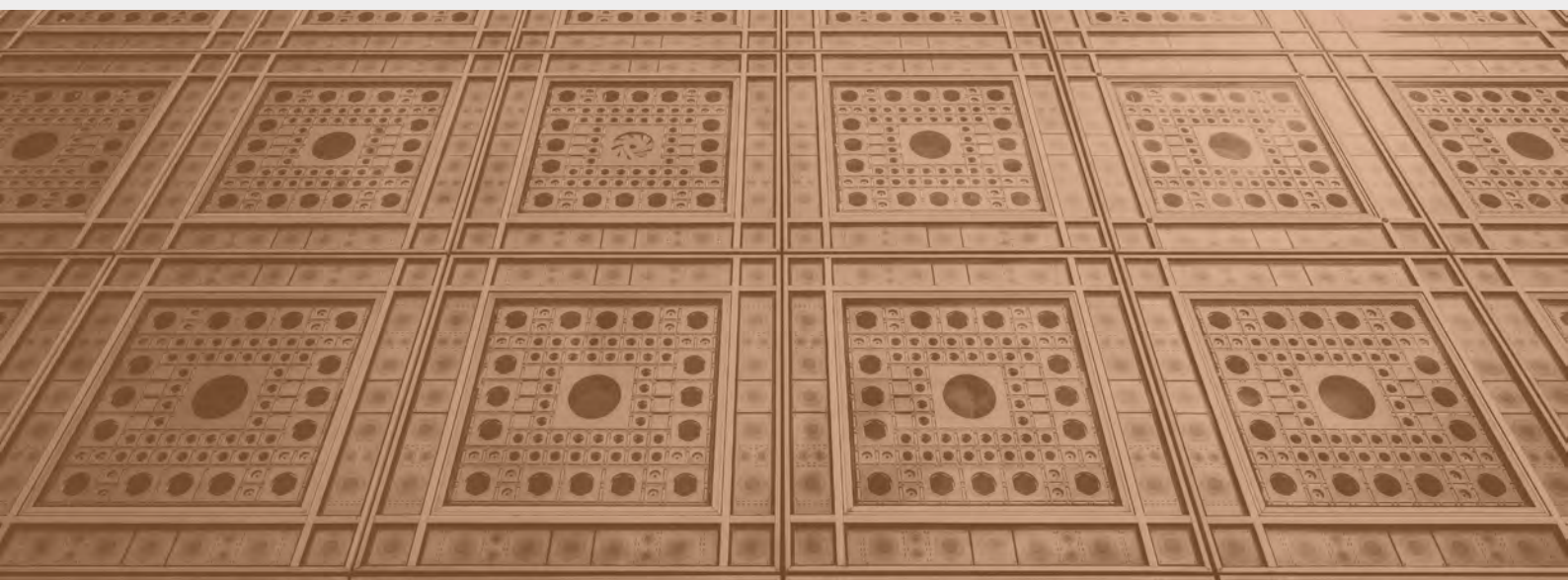
OBSERVATOIRE du Maghreb

DU NIL AU FEZZAN : LE CONFLIT SOUDANAIS COMME ACCÉLÉRATEUR DES RECOMPOSITIONS GÉOPOLITIQUES SAHÉLO-SAHARIENNES

UNE LECTURE COMPARATIVE DES TRAJECTOIRES SOUDANAISE ET LIBYENNE

Dr. Yassine El Yattioui / Chargé d'enseignement
à l'Université Lumière Lyon II

Juillet 2026



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



Dr. Yassine El Yattoui / Chargé d'enseignement à l'Université Lumière Lyon II

Dr. Yassine El Yattoui est chargé d'enseignement à l'Université Lumière Lyon II et Docteur en science politique et relations internationales de l'Université de Salamanque (Espagne). Il est également chercheur associé à la Benemérita Universidad Autónoma de Puebla au Mexique. Il est consultant et analyste politique pour plusieurs médias en France et au Maroc, et intervient en tant que conférencier à l'international (Maroc, France, Espagne, Serbie, Canada, Mexique, Guinée, Émirats arabes unis et Qatar) dans le domaine des relations internationales, la géopolitique, la diplomatie, l'intelligence économique et les sciences sociales.

PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE

Sous la direction de **Brahim Oumansour**, chercheur associé à l'IRIS, l'Observatoire du Maghreb se propose d'être une plateforme d'expertise et d'analyses sur le Maghreb pour contribuer à une meilleure compréhension des évolutions politique, sociale, économique, sécuritaire et culturelle des pays le constituant.

La vocation de cet observatoire vise à ouvrir un espace de débats transdisciplinaire et à organiser des conférences, tables rondes et colloques, au sein de l'IRIS ou en partenariat avec d'autres centres et institutions françaises et étrangères, avec l'objectif de décrypter les crises et conflits qui secouent la région, prospecter des pistes d'évolution et apporter un éclairage sur les enjeux géostratégiques qui en découlent.

L'Observatoire du Maghreb s'inscrit dans le cadre du Programme Moyen-Orient / Afrique du Nord de l'IRIS, dirigé par **Didier Billion**, directeur adjoint de l'IRIS.



PROGRAMME
**MOYEN-ORIENT/
AFRIQUE DU NORD**

Le programme de recherche Moyen-Orient/Afrique du Nord a pour fonctions de décrypter et de mettre en perspective des réalités politiques, économiques, sociales et géopolitiques mouvantes afin de fournir des clés de compréhension et un cadre d'analyse et d'aide à la prise de décision à l'attention des multiples acteurs des relations avec les pays de la région concernée.

Ses champs d'intervention sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

RÉSUMÉ

Depuis le déclenchement de la guerre le 15 avril 2023 entre les Forces armées soudanaises (*Sudanese Armed Forces*, SAF) du général Abdel Fattah al-Burhan et les Forces de soutien rapide (*Rapid Support Forces*, RSF) dirigées par Mohamed Hamdan Dagalo, dit « Hemedti », le Soudan est devenu l'épicentre de l'une des crises sécuritaires et humanitaires les plus graves du XXI^e siècle. En un peu plus de trois ans, le conflit a provoqué l'effondrement de larges pans de l'appareil étatique, déplacé plus de quatorze millions de personnes, dont près de quatre millions de réfugiés dans les pays voisins, et placé plus de trente millions d'habitants en situation de dépendance à l'aide humanitaire, soit près des deux tiers de la population soudanaise.¹

Pourtant, réduire cette guerre à une catastrophe humanitaire ou à une lutte de pouvoir entre deux appareils militaires constituerait une lecture incomplète. En raison de sa position géographique, à la jonction de la vallée du Nil, de la Corne de l'Afrique, de la mer Rouge et de l'espace sahélo-saharien, le Soudan occupe une fonction stratégique dont les effets dépassent largement son territoire national. La guerre accélère ainsi des recompositions régionales qui concernent directement la Libye, le Tchad, l'Égypte ainsi que l'ensemble du Sahara central.

Cette note défend l'hypothèse selon laquelle le conflit soudanais agit moins comme une rupture que comme un accélérateur de dynamiques géopolitiques préexistantes. En s'appuyant sur une approche comparative entre les trajectoires soudanaise et libyenne, elle montre comment les espaces reliant le Darfour, Kufra et le Fezzan deviennent progressivement un *continuum* stratégique marqué par la circulation des groupes armés, l'intensification des économies de guerre, la recomposition des routes migratoires et l'affaiblissement des souverainetés étatiques.

L'analyse met également en évidence que les crises soudanaise et libyenne ne doivent plus être étudiées séparément. Elles participent désormais d'un même système régional où les conflits, les trafics, les ressources naturelles et les acteurs politico-militaires interagissent à l'échelle sahélo-saharienne. Cette évolution conduit à repenser les approches classiques de la sécurité régionale, encore largement centrées sur les frontières nationales, au profit d'une lecture davantage fondée sur les circulations transfrontalières, les économies politiques de la violence et les formes hybrides de gouvernance des périphéries.

Mots-clés : Soudan ; Libye ; Darfour ; Fezzan ; SAF ; RSF ; Sahara ; sécurité régionale ; économies de guerre ; géopolitique.

¹ Alex de Waal, *The Real Politics of the Horn of Africa* (Cambridge : Polity Press, 2015).

INTRODUCTION

La guerre qui oppose depuis le 15 avril 2023 les Forces armées soudanaises (*Sudanese Armed Forces*, SAF), dirigées par le général Abdel Fattah al-Burhan, aux Forces de soutien rapide (*Rapid Support Forces*, RSF) de Mohamed Hamdan Dagalo, dit « Hemedti », constitue aujourd'hui l'un des conflits les plus déstabilisateurs du continent africain. Initialement présentée comme une lutte pour le contrôle de la transition politique engagée après la chute du président Omar el-Béchir en avril 2019, cette confrontation s'est progressivement transformée en une guerre d'usure aux dimensions nationales, régionales et internationales.²

En trois années de combats, les affrontements ont profondément modifié la géographie politique du Soudan. Après la bataille de Khartoum, les combats se sont déplacés vers le Darfour, le Kordofan et la région stratégique d'El Obeid, illustrant la capacité du conflit à se diffuser vers les espaces périphériques.³ Selon les Nations unies, plus de quatorze millions de personnes ont été déplacées depuis avril 2023, dont près de quatre millions ont trouvé refuge au Tchad, en Égypte, au Soudan du Sud, en Éthiopie ou en Libye. Plus de trente millions de personnes nécessitent désormais une assistance humanitaire, tandis que le système de santé, les infrastructures civiles et les institutions publiques connaissent un effondrement sans précédent.⁴

Cette crise humanitaire, désormais considérée comme la plus importante au monde en nombre de déplacés, tend cependant à occulter une autre réalité tout aussi déterminante : la transformation progressive du conflit soudanais en facteur majeur de recomposition géopolitique régionale. Situé à l'intersection du bassin du Nil, de la Corne de l'Afrique, de la mer Rouge et de l'espace sahélo-saharien, le Soudan occupe une position stratégique exceptionnelle. Toute déstabilisation durable de cet État-charnière produit mécaniquement des effets de diffusion qui dépassent largement les frontières nationales.⁵

Cette dimension régionale est renforcée par l'implication croissante d'acteurs extérieurs. L'Égypte apporte un soutien politique et militaire aux SAF, tandis que les RSF sont régulièrement accusées de bénéficier d'appuis logistiques extérieurs, notamment *via* certaines routes traversant la Libye et le Tchad. Dans le même temps, la Russie cherche à préserver ses intérêts stratégiques en mer Rouge, notamment autour du projet de base navale de Port-Soudan, alors que les Émirats arabes unis, la Turquie, l'Arabie saoudite ou encore les

² Wolfram Lacher, *Libya's Fragmentation: Structure and Process in Violent Conflict* (Londres : I.B. Tauris, 2020).

³ International Crisis Group, *The Deadly Expansion of Sudan's Conflict*, Africa Report, 2025.

⁴ Alex de Waal, *The Real Politics of the Horn of Africa* (Cambridge : Polity Press, 2015).

⁵ Office of the United Nations High Commissioner for Refugees, *Sudan Situation Operational Update* (Genève : UNHCR, 2026).

États-Unis poursuivent chacun leurs propres intérêts diplomatiques, sécuritaires ou économiques. Le conflit soudanais apparaît ainsi comme un théâtre où s'entrecroisent rivalités locales, compétitions régionales et enjeux géopolitiques globaux.

Parmi les États directement affectés par cette régionalisation de la guerre, la Libye occupe une place singulière. Depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011, le pays demeure confronté à une fragmentation durable de son autorité politique, caractérisée par la coexistence d'institutions concurrentes entre Tripoli et l'Est libyen. Cette fragmentation réduit considérablement les capacités de contrôle des vastes espaces désertiques du sud libyen, notamment dans les régions de Kufra et du Fezzan, où convergent désormais les effets du conflit soudanais.⁶

Ces territoires ne constituent pas de simples périphéries désertiques. Historiquement, ils forment des espaces de circulation reliant le Darfour, le Tibesti, le Tchad, le Niger et la Méditerranée. Ils accueillent depuis plusieurs décennies des réseaux commerciaux, des routes migratoires, des circuits de contrebande, ainsi que des groupes armés dont les activités transcendent largement les frontières héritées de la période coloniale. La guerre soudanaise ne crée donc pas ces dynamiques ; elle leur confère une intensité nouvelle en renforçant les circulations d'armes, d'or, de carburant, de combattants et de populations déplacées.⁷

Dans cette perspective, les crises soudanaise et libyenne apparaissent de moins en moins comme deux conflits distincts. Elles tendent à s'inscrire dans un même *continuum* géopolitique caractérisé par la fragmentation des souverainetés, la multiplication des acteurs armés, la régionalisation des économies de guerre et l'internationalisation croissante des enjeux sécuritaires. Cette évolution remet en question les approches classiques de la sécurité régionale, encore largement centrées sur les États, au profit d'une lecture davantage fondée sur les flux, les réseaux et les espaces transfrontaliers.⁸

Cette note défend ainsi l'hypothèse selon laquelle la guerre soudanaise agit moins comme une rupture que comme un accélérateur de tendances préexistantes. En intensifiant les mobilités armées, les trafics transnationaux et les formes hybrides de gouvernance des espaces périphériques, elle contribue à renforcer l'interconnexion entre le Soudan et la Libye et participe à l'émergence d'un nouveau corridor stratégique reliant le Darfour, Kufra et le Fezzan. L'objectif est de montrer que la compréhension des recompositions géopolitiques sahélo-sahariennes suppose désormais d'analyser conjointement les trajectoires soudanaise

⁶ Jérôme Tubiana, *Darfur and Sudan's Armed Conflicts* (Genève : Small Arms Survey, 2017).

⁷ International Organization for Migration, *Regional Mobility Trends in Sudan and Libya* (Genève : IOM, 2026).

⁸ Stephen M. Walt, « Regional Conflict Systems and State Fragility », *International Security* 47, no. 3 (2023).

et libyenne, tant leurs dynamiques sécuritaires, économiques et politiques apparaissent aujourd'hui étroitement imbriquées.

LE CONFLIT SOUDANAIS AU-DELÀ DU SOUDAN : VERS UNE RÉGIONALISATION DE LA GUERRE

L'une des principales limites des analyses consacrées à la guerre soudanaise consiste à l'appréhender comme un conflit essentiellement interne opposant deux appareils militaires rivaux. Une telle lecture permet de comprendre les logiques politiques ayant conduit à l'affrontement entre les Forces armées soudanaises (SAF) du général Abdel Fattah al-Burhan et les Forces de soutien rapide (RSF) de Mohamed Hamdan Dagalo, mais elle demeure insuffisante pour saisir les effets régionaux produits par cette guerre. Comme l'a montré Alex de Waal, les conflits contemporains dans la Corne de l'Afrique s'inscrivent de plus en plus dans des systèmes régionaux de sécurité où les frontières cessent d'être des barrières étanches pour devenir des espaces de circulation des acteurs armés, des ressources et des influences politiques.

Cette évolution apparaît particulièrement visible depuis avril 2023. En trois années de conflit, la guerre a profondément modifié les équilibres géopolitiques de l'ensemble de l'espace sahélo-saharien. Selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), plus de quatre millions de Soudanais ont trouvé refuge dans les États voisins, principalement au Tchad, en Égypte, au Soudan du Sud, en Éthiopie, en République centrafricaine et en Libye. À ces mouvements transfrontaliers s'ajoutent plus de dix millions de déplacés internes, faisant du conflit soudanais la plus importante crise de déplacement de population au monde en 2026.

Au-delà de la catastrophe humanitaire, ces déplacements participent à une recomposition des équilibres sécuritaires régionaux. Les populations civiles empruntent souvent les mêmes corridors que les réseaux commerciaux informels, les groupes armés ou les trafiquants. Les espaces frontaliers deviennent ainsi des lieux où s'entremêlent enjeux humanitaires, logiques économiques et dynamiques sécuritaires.

La région du Darfour occupe une place centrale dans cette transformation. Depuis les conflits des années 2000, cet espace constitue déjà l'un des principaux carrefours reliant le Soudan occidental au Tchad, à la Libye et, plus largement, au Sahara central. Les réseaux marchands, les solidarités tribales et les groupes armés y ont développé des formes de mobilité qui dépassent largement les frontières héritées de la période coloniale. Comme le rappelle

Jérôme Tubiana, ces circulations existaient bien avant le conflit actuel et participent de l'histoire politique du Darfour.

La guerre entre les SAF et les RSF confère cependant une nouvelle intensité à ces dynamiques. La perte progressive de contrôle territorial par les autorités centrales favorise l'ouverture de nouvelles routes de circulation entre le Darfour, le Tibesti et le sud de la Libye. Plusieurs rapports du *Small Arms Survey* montrent que ces axes servent désormais au déplacement de combattants, au transport d'armes légères, au trafic d'or artisanal ainsi qu'à l'approvisionnement logistique de différents groupes armés opérant dans la région.

Le siège d'El Obeid illustre particulièrement cette régionalisation progressive du conflit. Située au carrefour reliant Khartoum au Darfour et aux régions occidentales, cette ville constitue un nœud logistique majeur pour les échanges commerciaux et militaires soudanais. Les affrontements qui s'y déroulent ne concernent donc pas uniquement la maîtrise d'un centre urbain ; ils influencent directement les capacités de circulation entre le bassin du Nil et les espaces sahariens. L'ouverture, ou au contraire l'interruption, de ces corridors modifie les itinéraires empruntés par les populations civiles comme par les acteurs armés.

Cette évolution confirme une tendance plus générale observée dans plusieurs conflits africains contemporains. Les guerres civiles tendent de moins en moins à rester confinées dans les limites administratives des États. Elles s'insèrent progressivement dans des systèmes régionaux où les frontières fonctionnent comme des interfaces plutôt que comme des lignes de séparation. Stephen Walt souligne ainsi que la fragilité des États contemporains doit être analysée à l'échelle des systèmes régionaux de sécurité davantage qu'à celle des seuls territoires nationaux.⁹

Dans le cas soudanais, cette régionalisation repose également sur des facteurs économiques. Les combats perturbent les circuits commerciaux traditionnels reliant Khartoum aux régions périphériques, ce qui renforce l'importance des routes transsahariennes traversant le Darfour, le Tchad et le sud de la Libye. Les réseaux de contrebande, historiquement spécialisés dans le transport de carburant, de bétail ou de marchandises subventionnées, adaptent progressivement leurs activités aux nouvelles réalités de la guerre en intégrant des flux d'armes, d'or et de ressources stratégiques.¹⁰

L'économie aurifère illustre cette évolution. Le Soudan figure parmi les principaux producteurs d'or du continent africain et une part importante de cette production échappe au contrôle des autorités centrales. Plusieurs études récentes du *Small Arms Survey* montrent que l'or

⁹ Wolfram Lacher, « The Fezzan and Trans-Saharan Security Dynamics », *Mediterranean Politics* 28, no. 2 (2024).

¹⁰ International Crisis Group, *The Deadly Expansion of Sudan's Conflict*, Africa Report, 2025.

constitue aujourd'hui l'une des principales sources de financement des acteurs armés soudanais.¹¹ La compétition pour le contrôle des zones minières dépasse ainsi largement les enjeux économiques et participe directement à la poursuite des affrontements.

La guerre agit donc comme un accélérateur de dynamiques régionales déjà existantes. Les routes, les réseaux et les espaces transfrontaliers qui structuraient historiquement les échanges sahariens acquièrent une importance stratégique nouvelle à mesure que l'autorité de l'État soudanais s'affaiblit. Les frontières deviennent moins des limites territoriales que des espaces de circulation où se recomposent les rapports de force régionaux.

LA LIBYE COMME ESPACE RÉCEPTEUR DES RECOMPOSITIONS SÉCURITAIRES SOUDANAISES

Si la guerre soudanaise transforme progressivement les équilibres régionaux, ses répercussions apparaissent avec une intensité particulière en Libye. Plus qu'un simple État voisin exposé à des effets de débordement, la Libye constitue aujourd'hui l'un des principaux espaces de projection indirecte du conflit. Cette évolution s'explique autant par la géographie saharienne que par la fragilité persistante des institutions libyennes depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011.¹²

Treize ans après la révolution libyenne, le pays demeure divisé entre le Gouvernement d'unité nationale (*Government of National Unity*, GNU), dirigé par Abdul Hamid Dbeibeh à Tripoli, et les autorités de l'Est soutenues par le maréchal Khalifa Haftar et l'Armée nationale libyenne (LNA). Malgré les progrès enregistrés depuis le cessez-le-feu de 2020, cette fragmentation institutionnelle continue de limiter la capacité de l'État à exercer un contrôle effectif sur les immenses espaces désertiques du Sud libyen.¹³

Cette faiblesse est particulièrement visible dans les régions de Kufra et du Fezzan. Représentant près d'un tiers du territoire libyen, mais faiblement peuplées, elles constituent depuis plusieurs décennies un carrefour reliant la Méditerranée au Tchad, au Niger et au Soudan. Historiquement, ces territoires ont davantage fonctionné comme des espaces de circulation que comme des frontières au sens westphalien du terme. Les échanges

¹¹ Clive Schofield and Richard Schofield, *Borders and Territoriality in the Sahara-Sahel Region* (Londres : Routledge, 2018).

¹² International Organization for Migration, *Regional Mobility Trends in Sudan and Libya* (Genève : IOM, 2026).

¹³ Wolfram Lacher, *Libya's Fragmentation: Structure and Process in Violent Conflict* (Londres : I.B. Tauris, 2020).

commerciaux, les solidarités tribales et les mobilités pastorales y précèdent largement la création des frontières contemporaines.¹⁴

Le conflit soudanais renforce considérablement cette centralité géostratégique. À mesure que les combats se déplacent vers l'ouest du Soudan, les routes reliant le Darfour à Kufra acquièrent une importance croissante pour les populations civiles, les réseaux de contrebande et les groupes armés. Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), les flux de populations en provenance du Darfour vers le Sud-est libyen ont connu une augmentation significative depuis 2024, faisant de Kufra l'un des principaux points d'entrée des réfugiés soudanais en Libye.¹⁵

Toutefois, ces mobilités ne concernent pas uniquement les populations civiles. Les autorités libyennes, plusieurs missions des Nations unies ainsi que le *Small Arms Survey* soulignent une intensification parallèle des trafics d'armes légères, de véhicules tout-terrain, de carburant, d'or et de marchandises de contrebande empruntant les mêmes corridors transfrontaliers.¹⁶ Cette superposition entre flux humanitaires et flux illicites constitue aujourd'hui l'une des principales difficultés rencontrées par les autorités locales.

Dans cette configuration, Kufra occupe une fonction stratégique déterminante. Située au croisement des frontières soudanaise, tchadienne et égyptienne, cette oasis constitue un véritable verrou géopolitique. Son importance ne réside pas dans son poids démographique, mais dans sa capacité à connecter plusieurs espaces régionaux. Les acteurs qui contrôlent les principaux axes routiers reliant Kufra au Darfour disposent ainsi d'un levier considérable sur les circulations économiques et sécuritaires du Sahara oriental.¹⁷

Le Fezzan présente une dynamique comparable, mais à une échelle plus large encore. Depuis 2011, cette vaste région méridionale s'est progressivement imposée comme l'un des principaux espaces de gouvernance hybride en Afrique du Nord. Les institutions officielles y coexistent avec des autorités tribales, des groupes armés, des réseaux de contrebande et des acteurs économiques informels qui assurent, selon les territoires, des fonctions de sécurité, de médiation ou de régulation des échanges.¹⁸

Cette réalité conduit à dépasser la représentation classique du Fezzan comme un « vide sécuritaire ». En réalité, cet espace est fortement organisé, mais selon des logiques différentes

¹⁴ Small Arms Survey, *Armed Mobility Networks Across Sudan and Libya*, Regional Report (Genève, 2025).

¹⁵ David Keen, *Useful Enemies: When Waging Wars is More Important than Winning Them* (New Haven : Yale University Press, 2012).

¹⁶ Wolfram Lacher, *Libya's Fragmentation: Structure and Process in Violent Conflict* (Londres : I.B. Tauris, 2020).

¹⁷ Anouar Boukhars, « The Logic of Armed Governance in Southern Libya », *Mediterranean Politics* 27, no. 4 (2022).

¹⁸ International Crisis Group, *Southern Libya and Regional Security Dynamics*, Middle East and North Africa Report, 2025.

de celles de l'État moderne. Les tribus Toubou, Arabes et Touareg, les autorités municipales, les réseaux marchands ainsi que différents groupes armés négocient quotidiennement l'accès aux ressources, la protection des axes commerciaux et la gestion des flux migratoires.¹⁹

La guerre soudanaise accentue ces équilibres déjà fragiles. Les perturbations provoquées par les affrontements au Darfour modifient progressivement les circuits commerciaux reliant le Soudan à la Libye. Certaines routes deviennent impraticables tandis que d'autres connaissent une fréquentation croissante, entraînant une redistribution des rentes économiques liées au contrôle des passages frontaliers. Cette reconfiguration renforce mécaniquement l'influence des acteurs capables de sécuriser ou de taxer ces nouveaux corridors.²⁰

Les circulations humaines jouent également un rôle déterminant dans cette recomposition. Les populations vivant de part et d'autre de la frontière soudano-libyenne entretiennent depuis longtemps des liens familiaux, commerciaux et tribaux qui transcendent les frontières étatiques. Comme le souligne Judith Scheele, les appartenances sociales dans le Sahara s'organisent souvent davantage autour des réseaux de mobilité que des découpages administratifs hérités de la colonisation.²¹ Dès lors, les bouleversements provoqués au Darfour produisent naturellement des répercussions dans les espaces sahariens libyens.

Cette interpénétration croissante des dynamiques soudanaises et libyennes conduit à repenser la notion même de frontière. Les espaces reliant le Darfour, Kufra et le Fezzan apparaissent aujourd'hui moins comme des périphéries nationales que comme un *continuum* géopolitique où circulent combattants, réfugiés, ressources minières, capitaux illicites et stratégies d'influence. La frontière cesse progressivement d'être une ligne de séparation pour devenir un espace de gouvernance, de compétition et de négociation.

ÉCONOMIES DE GUERRE, TRAFICS TRANSNATIONAUX ET CIRCULATION DES ACTEURS ARMÉS

L'interconnexion croissante entre le conflit soudanais et les recompositions sécuritaires observées en Libye ne peut être pleinement comprise sans analyser l'économie politique de la guerre. Les conflits contemporains ne se limitent plus à des affrontements militaires entre forces régulières ; ils s'inscrivent dans des systèmes économiques qui assurent leur financement, leur résilience et parfois même leur reproduction. Comme le souligne David

¹⁹ Alex de Waal, *The Real Politics of the Horn of Africa* (Cambridge : Polity Press, 2015).

²⁰ Judith Scheele, *Smugglers and Saints of the Sahara* (Cambridge : Cambridge University Press, 2012).

²¹ Charles Tilly, *Coercion, Capital, and European States* (Oxford : Blackwell, 1992).

Keen, la guerre peut progressivement devenir un mode d'organisation économique où certains acteurs trouvent davantage d'intérêts dans la poursuite des hostilités que dans leur résolution.²²

Le conflit soudanais illustre particulièrement cette dynamique. Depuis avril 2023, la fragmentation progressive de l'autorité de l'État a profondément transformé les circuits économiques reliant le bassin du Nil aux espaces sahariens occidentaux. Les routes traversant le Darfour, le nord du Tchad et le Sud libyen constituent désormais des corridors où circulent simultanément populations déplacées, marchandises, ressources minières, armes et groupes armés. La guerre ne crée pas ces réseaux ; elle en augmente considérablement la valeur stratégique.²³

Cette évolution remet en question l'image traditionnelle d'un Sahara constitué de vastes espaces vides. Les travaux de Judith Scheele montrent au contraire que les espaces sahariens sont historiquement structurés par des réseaux marchands, des solidarités tribales et des mobilités transfrontalières particulièrement anciennes.²⁴ Les routes reliant le Darfour au Fezzan existaient bien avant les conflits actuels. Elles sont aujourd'hui réinvesties par de nouveaux acteurs dont les objectifs relèvent autant de la survie économique que de la stratégie militaire.

Parmi les ressources qui alimentent cette économie de guerre, l'or occupe une place centrale. Le Soudan figure parmi les premiers producteurs africains d'or, avec une production officiellement estimée à plus de cinquante tonnes par an avant le déclenchement du conflit, une part importante de cette exploitation échappant toutefois aux circuits officiels. Depuis 2023, plusieurs études du *Small Arms Survey* et de l'International Crisis Group montrent que les revenus issus de l'or artisanal constituent l'une des principales sources de financement des Forces de soutien rapide (RSF), notamment dans les régions du Darfour et du Kordofan.²⁵ Les sites miniers deviennent ainsi des objectifs militaires autant que des ressources économiques.

Les routes sahariennes jouent un rôle essentiel dans cette économie. Une partie de l'or extrait dans les zones contrôlées par différents groupes armés transite par des circuits informels rejoignant la Libye, le Tchad ou les Émirats arabes unis avant d'être intégrée aux marchés internationaux. Même lorsque les volumes exacts demeurent difficiles à documenter,

²² Office of the United Nations High Commissioner for Refugees, *Sudan Situation Operational Update* (Genève : UNHCR, 2026).

²³ Wolfram Lacher, « The Fezzan and Trans-Saharan Security Dynamics », *Mediterranean Politics* 28, no. 2 (2024).

²⁴ International Crisis Group, *The Deadly Expansion of Sudan's Conflict*, Africa Report, 2025.

²⁵ Christopher Clapham, *Africa and the International System: The Politics of State Survival* (Cambridge : Cambridge University Press, 1996).

plusieurs enquêtes internationales soulignent que ces flux constituent aujourd'hui l'un des principaux mécanismes de financement de la guerre.²⁶

À cette économie aurifère s'ajoutent d'autres formes de trafics transnationaux. Carburants, armes légères, véhicules tout-terrain, pièces détachées, cigarettes, médicaments, bétail et marchandises subventionnées alimentent des réseaux commerciaux qui traversent quotidiennement les frontières soudanaises, tchadiennes et libyennes. Dans les régions de Kufra et du Fezzan, ces économies parallèles représentent parfois la principale source de revenus des populations locales, mais également des groupes armés qui assurent la sécurisation des itinéraires ou prélèvent des taxes informelles sur les marchandises.²⁷

La guerre modifie également les dynamiques de circulation des combattants. Depuis plusieurs décennies, les espaces reliant le Darfour, le Tchad, le Niger et le Sud libyen constituent un bassin régional de mobilité militaire. Des combattants issus de groupes rebelles tchadiens, soudanais ou libyens passent régulièrement d'un théâtre d'opérations à un autre en fonction des opportunités économiques, politiques ou militaires. Marielle Debos souligne que ces trajectoires ne relèvent pas uniquement du mercenariat, mais d'une véritable économie sociale de la guerre où la mobilité armée devient un mode durable de subsistance.²⁸

Depuis le déclenchement du conflit, cette circulation s'est intensifiée. Plusieurs rapports du *Small Arms Survey* documentent une augmentation des mobilités de combattants entre le Darfour et le Sud libyen, où certains groupes trouvent des espaces de repli, de recrutement ou de réorganisation logistique.²⁹ Cette évolution contribue à renforcer l'interdépendance entre les dynamiques sécuritaires soudanaises et libyennes.

La migration participe également à cette économie politique de la guerre. Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), les routes migratoires reliant le Soudan à la Méditerranée occidentale *via* la Libye connaissent une recomposition profonde depuis 2023.³⁰ Les réseaux de passeurs adaptent leurs itinéraires en fonction des évolutions militaires, tandis que certaines communautés frontalières développent des activités économiques liées à l'accueil, au transport ou à la protection des migrants. La migration devient ainsi simultanément une crise humanitaire, une ressource économique et un enjeu sécuritaire.

²⁶ David Keen, *Useful Enemies: When Waging Wars is More Important than Winning Them* (New Haven : Yale University Press, 2012).

²⁷ International Crisis Group, *The Deadly Expansion of Sudan's Conflict*, Africa Report, 2025.

²⁸ Judith Scheele, *Smugglers and Saints of the Sahara* (Cambridge : Cambridge University Press, 2012).

²⁹ Mark Shaw and Tuesday Reitano, *The Political Economy of Trafficking and Smuggling in the Sahara-Sahel* (Genève : Global Initiative Against Transnational Organized Crime, 2019).

³⁰ Wolfram Lacher, *Libya's Fragmentation: Structure and Process in Violent Conflict* (Londres : I.B. Tauris, 2020).

Cette hybridation des économies constitue probablement l'une des principales caractéristiques des espaces sahélo-sahariens contemporains. Les catégories classiques distinguant activités licites et illicites deviennent souvent insuffisantes pour comprendre les réalités locales. Un même acteur peut exercer successivement des fonctions de commerçant, de chef tribal, de médiateur politique, de transporteur ou de commandant militaire. Les logiques économiques, sociales et sécuritaires s'entremêlent dans des formes de gouvernance hybrides particulièrement difficiles à appréhender à travers les seules institutions étatiques.³¹

Cette évolution rejoint les analyses développées par William Reno sur les « marchés politiques ». Dans les contextes de fragmentation étatique, la compétition pour le pouvoir ne repose plus exclusivement sur le contrôle des institutions nationales, mais également sur la capacité à maîtriser des ressources, à sécuriser des routes commerciales et à contrôler les flux économiques.³² La puissance ne s'exerce plus seulement par l'administration d'un territoire ; elle repose de plus en plus sur la maîtrise des circulations qui traversent ce territoire.

Cette réalité explique en partie la difficulté des initiatives de stabilisation. Tant que les économies de guerre continueront de générer des revenus substantiels pour les différents acteurs, les incitations au compromis politique demeureront limitées. La paix représenterait non seulement un changement institutionnel, mais également une remise en cause des équilibres économiques construits depuis plusieurs années autour du conflit. Comme le rappelle David Keen, certaines guerres finissent par produire leurs propres mécanismes de reproduction, transformant la violence en ressource durable plutôt qu'en simple instrument politique.³³

SOUDAN ET LIBYE : DEUX TRAJECTOIRES PARALLÈLES DE FRAGMENTATION ÉTATIQUE ET DE SOUVERAINETÉ DISPUTÉE

L'analyse des répercussions régionales de la guerre soudanaise prend toute sa portée lorsqu'elle est replacée dans une perspective comparative avec la Libye. À première vue, les deux conflits semblent relever de trajectoires historiques distinctes. Le Soudan est confronté depuis 2023 à une guerre opposant deux appareils militaires concurrents au sein d'un État historiquement centralisé, tandis que la Libye demeure marquée par les conséquences de l'effondrement du régime de Mouammar Kadhafi en 2011 et par la coexistence durable

³¹ Anouar Boukhars, « The Logic of Armed Governance in Southern Libya », *Mediterranean Politics* 27, no. 4 (2022).

³² International Organization for Migration, *Regional Mobility Trends in Sudan and Libya* (Genève : IOM, 2026).

³³ Janet Roitman, *Fiscal Disobedience: An Anthropology of Economic Regulation in Central Africa* (Princeton : Princeton University Press, 2005).

d'autorités politiques rivales. Pourtant, au-delà de ces différences historiques, les deux pays présentent aujourd'hui des convergences structurelles qui témoignent d'une recomposition plus profonde des États sahélo-sahariens.³⁴

La première convergence concerne la transformation de la souveraineté. Dans les deux cas, l'État conserve sa reconnaissance internationale, son siège aux Nations unies et ses attributs juridiques classiques, mais rencontre des difficultés croissantes à exercer une autorité effective sur l'ensemble de son territoire. Cette distinction entre souveraineté juridique et souveraineté empirique, développée par Robert Jackson, apparaît particulièrement pertinente pour comprendre les trajectoires soudanaise et libyenne.³⁵ Les institutions continuent d'exister, mais elles ne disposent plus du monopole effectif de la coercition sur leurs périphéries.

Au Soudan, cette évolution résulte d'un long processus de militarisation de l'État. Sous la présidence d'Omar el-Béchir, les autorités ont progressivement multiplié les forces auxiliaires afin de répondre aux insurrections régionales, notamment au Darfour. Les Forces de soutien rapide (RSF), héritières directes des milices *Janjawid*, illustrent l'aboutissement de cette stratégie. Créées pour renforcer le pouvoir central, elles sont progressivement devenues un acteur militaire autonome capable de contester l'autorité des Forces armées soudanaises.³⁶

La Libye a connu une trajectoire différente, mais aboutit aujourd'hui à un résultat comparable. Depuis 2011, l'autorité de l'État s'est progressivement fragmentée au profit d'une multitude d'acteurs politico-militaires. À Tripoli, le Gouvernement d'unité nationale de Abdul Hamid Dbeibeh partage *de facto* l'exercice du pouvoir avec différentes coalitions armées. À l'Est, le maréchal Khalifa Haftar s'appuie sur l'Armée nationale libyenne (LNA) pour administrer une grande partie de la Cyrénaïque et du Fezzan.³⁷ Cette pluralité des centres de pouvoir limite considérablement les capacités de l'État à imposer une gouvernance uniforme.

Dans les deux pays, cette fragmentation se traduit par une remise en cause progressive du monopole de la violence légitime décrit par Max Weber.³⁸ La coercition n'est plus exclusivement exercée par les institutions nationales, mais également par des groupes armés, des autorités communautaires ou des structures hybrides qui remplissent, selon les territoires, des fonctions de sécurité, de justice ou de régulation économique.

³⁴ William Reno, *Warfare in Independent Africa* (Cambridge : Cambridge University Press, 2011).

³⁵ Marielle Debos, *Living by the Gun in Chad: Combatants, Impunity and State Formation* (Londres : Zed Books, 2016).

³⁶ Small Arms Survey, *Armed Mobility Networks Across Sudan and Libya*, Regional Report (Genève, 2025).

³⁷ Judith Scheele, *Smugglers and Saints of the Sahara* (Cambridge : Cambridge University Press, 2012).

³⁸ International Crisis Group, *Southern Libya and Regional Security Dynamics*, Middle East and North Africa Report, 2025.

Une deuxième convergence réside dans la militarisation des périphéries. Au Soudan, le Darfour, le Kordofan ou encore le Nil Bleu ont longtemps dénoncé leur marginalisation économique et politique. En Libye, le Fezzan demeure historiquement éloigné des centres décisionnels de Tripoli et de Benghazi. Cette marginalisation a favorisé l'émergence d'acteurs locaux capables de développer leurs propres mécanismes de gouvernance, parfois en coopération avec l'État, parfois en concurrence avec lui.³⁹

Les périphéries cessent ainsi d'être de simples marges géographiques pour devenir des espaces stratégiques. Les régions de Darfour, Kufra et Fezzan concentrent aujourd'hui plusieurs enjeux majeurs : contrôle des ressources minières, surveillance des routes migratoires, sécurisation des axes commerciaux, circulation des groupes armés et gestion des économies informelles. Cette évolution transforme profondément la géographie politique des deux États.

Les frontières illustrent particulièrement cette recomposition. Longtemps pensées comme des lignes de séparation entre souverainetés nationales, elles apparaissent désormais comme des espaces de gouvernance hybrides. Les tribus Toubou, Zaghawa, Touareg ou Arabes Rizeigat entretiennent depuis plusieurs générations des réseaux familiaux, commerciaux et politiques qui transcendent largement les frontières héritées de la colonisation.⁴⁰ Les conflits actuels n'ont pas créé ces solidarités ; ils leur confèrent simplement une importance stratégique nouvelle.

La comparaison révèle également des similitudes dans l'économie politique des deux crises. Au Soudan comme en Libye, les ressources économiques constituent un enjeu aussi important que le contrôle des institutions politiques. Les zones aurifères du Darfour, les infrastructures pétrolières libyennes, les axes commerciaux sahariens ou encore les routes migratoires deviennent autant de leviers permettant aux différents acteurs de financer leurs activités et de renforcer leur influence territoriale.⁴¹

Cette logique rejoint les analyses de William Reno sur les « marchés politiques », selon lesquelles le pouvoir repose moins sur la capacité à administrer un territoire que sur l'aptitude à distribuer des ressources, acheter des loyautés et contrôler les principaux circuits économiques.⁴² Dans les deux pays, les groupes armés développent ainsi des formes de

³⁹ Office of the United Nations High Commissioner for Refugees, *Sudan Situation Operational Update* (Genève : UNHCR, 2026).

⁴⁰ International Organization for Migration, *Libya Migrant Report* (Genève : IOM, 2026).

⁴¹ Alex de Waal, *The Real Politics of the Horn of Africa* (Cambridge : Polity Press, 2015).

⁴² Small Arms Survey, *Gold, Arms and Borderland Economies in Sudan*, Thematic Report (Genève, 2025).

gouvernance fondées autant sur la gestion des flux économiques que sur la coercition militaire.

Les interventions extérieures renforcent encore cette dynamique. La Libye comme le Soudan constituent aujourd'hui des espaces de compétition entre plusieurs puissances régionales et internationales. L'Égypte, les Émirats arabes unis, la Turquie, la Russie ou encore certains acteurs européens poursuivent des objectifs parfois convergents, parfois concurrents, qu'il s'agisse de sécuriser des ressources, de lutter contre les migrations irrégulières, de préserver leurs intérêts économiques ou d'accroître leur influence géopolitique.⁴³

Toutefois, la nature de ces interventions diffère. En Libye, les soutiens étrangers se sont souvent traduits par un appui direct à des acteurs militaires identifiés. Au Soudan, les influences apparaissent davantage indirectes, mais elles contribuent néanmoins à prolonger les capacités opérationnelles des différentes parties au conflit. Dans les deux cas, ces interventions réduisent les marges de manœuvre des processus politiques internes et compliquent les perspectives de stabilisation durable.⁴⁴

Au-delà de leurs spécificités nationales, les trajectoires soudanaise et libyenne traduisent finalement une transformation plus générale des espaces sahélo-sahariens. Les États ne disparaissent pas ; ils voient progressivement leurs fonctions traditionnelles partagées avec une pluralité d'acteurs armés, économiques et communautaires. Les conflits contemporains ne relèvent donc plus uniquement d'une crise de l'État, mais d'une recomposition des modalités d'exercice de l'autorité politique.

Cette comparaison permet ainsi de dépasser une lecture strictement nationale des deux crises. Le Soudan et la Libye apparaissent désormais comme deux manifestations d'un même système régional où la fragmentation des souverainetés, les économies de guerre et les circulations transfrontalières redéfinissent durablement les équilibres géopolitiques du Sahara central.

⁴³ David Keen, *Useful Enemies: When Waging Wars is More Important than Winning Them* (New Haven : Yale University Press, 2012).

⁴⁴ Wolfram Lacher, *Libya's Fragmentation: Structure and Process in Violent Conflict* (Londres : I.B. Tauris, 2020).

CONCLUSION : DU DARFOUR AU FEZZAN, VERS L'ÉMERGENCE D'UN NOUVEAU CORRIDOR D'INSTABILITÉ SAHÉLO-SAHARIEN ?

L'analyse des répercussions régionales de la guerre soudanaise met en évidence une réalité encore insuffisamment prise en compte dans de nombreuses analyses consacrées au conflit : celui-ci ne constitue plus uniquement une crise interne opposant les Forces armées soudanaises (SAF) aux Forces de soutien rapide (RSF). Trois années après le déclenchement des hostilités, la guerre s'est progressivement transformée en un facteur structurant des recompositions géopolitiques sahélo-sahariennes, dont les effets dépassent largement les frontières du Soudan.⁴⁵

L'une des principales conclusions de cette étude réside dans le caractère profondément régional du conflit. Situé au croisement de la vallée du Nil, de la Corne de l'Afrique, de la mer Rouge et du Sahara central, le Soudan occupe une position stratégique qui favorise la diffusion des crises vers les espaces voisins. Les déplacements de populations, la fragmentation du contrôle territorial, la circulation des groupes armés et le développement des économies de guerre transforment progressivement les frontières en interfaces régionales où s'entrecroisent enjeux sécuritaires, économiques et humanitaires.⁴⁶

Cette évolution apparaît avec une intensité particulière en Libye. Les régions de Kufra et du Fezzan ne peuvent plus être appréhendées comme de simples périphéries désertiques. Elles constituent désormais des espaces de connexion entre le Darfour, le Tchad, le Niger et la Méditerranée. Les réseaux de contrebande, les routes migratoires, les circulations d'armes et les flux aurifères y participent à la formation d'un *continuum* géopolitique qui dépasse largement les découpages administratifs hérités de la période coloniale.⁴⁷

La comparaison entre les trajectoires soudanaise et libyenne montre également que les deux États connaissent des transformations structurelles comparables. Dans les deux cas, l'État conserve sa reconnaissance internationale, mais voit progressivement son monopole de la coercition concurrencé par une pluralité d'acteurs armés, communautaires ou économiques. Les espaces périphériques deviennent des centres de pouvoir où se redéfinissent les rapports entre souveraineté, sécurité et gouvernance.⁴⁸

Cette convergence invite à dépasser les approches strictement nationales de la conflictualité. Les crises contemporaines du Sahara central s'inscrivent dans un système régional où les

⁴⁵ Alex de Waal, *The Real Politics of the Horn of Africa* (Cambridge : Polity Press, 2015).

⁴⁶ International Crisis Group, *The Deadly Expansion of Sudan's Conflict*, Africa Report, 2025.

⁴⁷ Wolfram Lacher, *Libya's Fragmentation: Structure and Process in Violent Conflict* (Londres : I.B. Tauris, 2020).

⁴⁸ International Crisis Group, *Addressing the Rise of Libya's Fezzan*, Middle East and North Africa Report, 2019.

mobilités humaines, les économies de guerre et les réseaux transfrontaliers produisent des interdépendances croissantes entre les États. Le conflit soudanais agit ainsi comme un révélateur autant que comme un accélérateur de ces recompositions.⁴⁹

Les conséquences de cette évolution concernent directement les organisations régionales africaines, les partenaires européens et les institutions multilatérales. Les réponses centrées exclusivement sur le cessez-le-feu ou sur l'assistance humanitaire, bien qu'indispensables, demeureront insuffisantes si elles ne s'accompagnent pas d'une stratégie régionale prenant en compte les dynamiques transfrontalières. Les espaces reliant le Darfour, Kufra et le Fezzan doivent désormais être considérés comme un même système stratégique, où les défis sécuritaires, économiques et migratoires sont profondément interdépendants.⁵⁰

Cette analyse conduit à formuler trois enseignements stratégiques.

Premièrement, la stabilisation durable du Soudan ne pourra être envisagée indépendamment de celle de son environnement régional. Toute initiative de paix devra intégrer les interactions existantes avec la Libye, le Tchad, l'Égypte et, plus largement, l'ensemble de l'espace sahélo-saharien. Les mécanismes de médiation exclusivement centrés sur Khartoum risquent de sous-estimer les dynamiques régionales qui alimentent la conflictualité.⁵¹

Deuxièmement, les économies de guerre doivent être considérées comme un objet central des politiques de stabilisation. Les trafics d'or, d'armes, de carburant et les réseaux logistiques transfrontaliers constituent aujourd'hui des facteurs de résilience des groupes armés. Une approche uniquement militaire ne permettra pas d'enrayer durablement ces mécanismes sans une meilleure régulation des circuits économiques qui financent les conflits.⁵²

Troisièmement, la comparaison entre le Soudan et la Libye montre que les espaces sahariens ne doivent plus être perçus comme des marges géographiques, mais comme des centres de gravité géopolitiques. Les régions du Darfour, de Kufra et du Fezzan jouent désormais un rôle structurant dans les recompositions sécuritaires de l'Afrique du Nord, du Sahel et de la Corne de l'Afrique. Elles constituent des laboratoires où se redéfinissent les formes contemporaines de souveraineté, de gouvernance et de circulation des acteurs armés.⁵³

⁴⁹ Judith Scheele, *Smugglers and Saints of the Sahara* (Cambridge : Cambridge University Press, 2012).

⁵⁰ Robert H. Jackson, *Quasi-States: Sovereignty, International Relations and the Third World* (Cambridge : Cambridge University Press, 1990).

⁵¹ Christopher Clapham, *Africa and the International System: The Politics of State Survival* (Cambridge : Cambridge University Press, 1996).

⁵² Wolfram Lacher, « The Fezzan and Trans-Saharan Security Dynamics », *Mediterranean Politics* 28, no. 2 (2024).

⁵³ William Reno, *Warfare in Independent Africa* (Cambridge : Cambridge University Press, 2011).

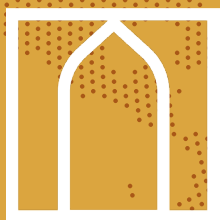
Au-delà du seul cas soudanais, cette étude invite ainsi à repenser les outils d'analyse des conflits africains contemporains. Les frontières ne peuvent plus être considérées comme de simples lignes de séparation ; elles fonctionnent désormais comme des espaces de circulation où s'articulent intérêts locaux, rivalités régionales et stratégies internationales. Les conflits eux-mêmes ne doivent plus être analysés uniquement comme des affrontements militaires, mais comme des systèmes complexes associant violence politique, économies informelles, mobilités transnationales et compétitions géoéconomiques.⁵⁴

En définitive, la guerre soudanaise n'a pas seulement transformé le Soudan. Elle participe à la redéfinition progressive d'un espace stratégique allant du Nil au Fezzan, dont les évolutions pèseront durablement sur les équilibres du Sahara central, du Sahel et de l'Afrique du Nord. Comprendre cette recomposition constitue désormais une condition indispensable à l'élaboration de politiques de stabilisation adaptées aux nouvelles réalités géopolitiques de la région.⁵⁵

⁵⁴ David Keen, *Useful Enemies: When Waging Wars is More Important than Winning Them* (New Haven : Yale University Press, 2012).

⁵⁵ International Organization for Migration, *Regional Mobility Trends in Sudan and Libya* (Genève : IOM, 2026) - United Nations Human Rights Council, *Report of the Independent International Fact-Finding Mission for the Sudan* (2026).

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
**MOYEN-ORIENT/
AFRIQUE DU NORD**



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'événements.